

# UNE (SEULE) PAGE DES RAPPORTS SUR LES PERSPECTIVES LIÉES AU RC

## Synthèse du sixième rapport de synthèse du GIEC

Résumé aux décideurs (20/03/2023)

[https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2023/05/Rapport\\_SYR\\_AR6\\_v1.pdf](https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2023/05/Rapport_SYR_AR6_v1.pdf)

... Les développements récents ont certes permis d'éviter plusieurs Gt d'émissions annuelles, mais n'ont pas été suffisants pour inverser la tendance à l'augmentation des émissions mondiales. Les engagements pris par les États avant la COP26 restent ainsi bien en-deçà du nécessaire pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Pour ce faire, une diminution drastique et immédiate des émissions d'ici 2030 est indispensable. Les engagements pris par les pays avant la COP26 (en 2021) nous conduiraient vers un réchauffement d'environ 2,8°C à l'horizon 2100. Les politiques mises en œuvre en 2020 nous amèneraient quant à elles à un réchauffement de 3.2°C. Bien que de nombreux pays ont annoncé leur intention d'atteindre une forme de neutralité carbone vers 2050, les outils pour y parvenir restent largement inexistantes.

**... les objectifs de limiter le réchauffement à 1,5°C et même à 2°C restent inatteignables avec les mesures actuelles.** La limite des +1,5°C va probablement être franchie d'ici 2035. Les +1,5°C pourraient même être franchis ponctuellement plus tôt sous l'effet de la variabilité de phénomènes naturels tels que El Niño.

... réduire les émissions de GES diminue la probabilité d'emballement du réchauffement du climat. Par exemple, la fonte étendue du permafrost libère des GES, ce qui amplifie à son tour le changement climatique.

... de nombreux écosystèmes atteignent leur limite d'adaptation dès +1,5°C, comme les récifs coralliens, certaines forêts tropicales, les zones humides côtières, ainsi que les écosystèmes polaires et de montagne.

... Afin de limiter le changement climatique d'origine humaine, il faut atteindre le "net zéro émissions" vers 2050 pour rester sous 1,5°C, et 2070 pour rester sous 2°C. En effet, pour chaque 1000 Gt de CO<sub>2</sub> émis, l'atmosphère se réchauffe d'environ 0,45°C. En 2020, le budget permettant de rester sous +1,5°C était de 500 Gt et de 1150 Gt pour +2°C. Un maintien jusqu'en 2030 des émissions de CO<sub>2</sub> à leur niveau de 2019 épuiserait le budget restant pour +1,5°C et consommerait le tiers du budget +2°C. Sans fermetures anticipées, les infrastructures d'énergies fossiles existantes vont déjà entraîner un dépassement du budget permettant de rester sous les 1,5°C. **De fait, il est nécessaire de réduire drastiquement et immédiatement les émissions de GES dans tous les secteurs avant 2030.** Certaines émissions résiduelles seront difficiles à éliminer (aviation, agriculture, transport maritime, procédés industriels) et devront donc être compensées par le déploiement de méthodes d'élimination du CO<sub>2</sub> pour atteindre zéro émission nette.

... Des mesures d'atténuation drastiques et rapides et une mise en œuvre accélérée des mesures d'adaptation au cours de cette décennie permettraient de réduire les dégâts attendus sur les humains et les écosystèmes. Cela engendrerait de nombreux co-bénéfices, comme l'amélioration de la qualité de l'air, du bien-être et de la santé (mobilité active, régimes alimentaires sains et durables) ou de la productivité agricole. Au contraire, le report de ces mesures accentuerait le réchauffement planétaire, réduirait les capacités d'action (des systèmes humains et naturels atteindraient leurs limites d'adaptation) et augmenterait les dégâts.

**Les stratégies d'atténuation ambitieuses impliquent d'importants changements dans les structures économiques existantes, au sein des pays et entre les différents pays. Pour accélérer l'action climatique, il est possible de mettre en place des réformes fiscales, financières, institutionnelles et réglementaires intégrant les mesures climatiques aux politiques macroéconomiques.** Par exemple, il faudrait permettre un meilleur accès aux financements des infrastructures et technologies à faibles émissions dans les pays en développement.

... Davantage d'aides financières publiques entraîneront probablement un afflux d'investissements privés. **Les volumes financiers mondiaux permettent amplement de faire face aux besoins, sous réserve que les pays riches aient la volonté de soutenir les pays plus pauvres. Pour l'instant, les promesses de transférer 100 milliards de dollars par an n'ont pas été tenues.**

## La Suisse classée "médiocre 21e" au classement climatique par pays

<https://www.rts.ch/info/sciences-tech/environnement/14536368-la-suisse-classee-mediocre-21e-au-classement-climatique-par-pays.html#Sciences-Tech>. Publié le 8 décembre 2023 à 11:41

### Derrière le Maroc et l'Inde

La Suisse est devancée, notamment, par les Philippines, l'Allemagne, le Maroc et l'Inde. Ce résultat montre clairement que les efforts fournis sont insuffisants et nous classent parmi les cancrs sur les questions climatiques", critique l'organisation écologiste.

"Le oui massif en faveur de la loi climat en juin dernier montre pourtant que la population appelle de ses vœux une politique nettement plus ambitieuse. La décision de la Confédération de retarder l'application de ce texte est parfaitement incompréhensible", ajoute Greenpeace.

L'organisation demande que la Suisse réduise ses émissions d'au moins 60% sur son territoire d'ici à 2030, au lieu des 34% actuellement prévus. Greenpeace estime que la Suisse "abuse des astuces comptables depuis des années pour enjoliver ses efforts climatiques. Son modèle reposant sur la compensation carbone constitue un oreiller de paresse". La Confédération devrait en outre s'engager davantage à l'étranger.

## Climat : la Suisse, un acteur qui compte

... La nouvelle étude de McKinsey, réalisée en collaboration avec EconomieSuisse et le WWF, montre que la Suisse, en tant que place économique et financière internationale, joue un rôle décisif dans la lutte contre le changement climatique. Grâce à son économie performante, elle peut influencer un volume d'émission bien supérieur à celles occasionnées sur son territoire. Si on tient compte des émissions liées aux importations et de celles directement contrôlées par les entreprises depuis la Suisse, le levier est de 8 à 10 environ, voire bien plus si on considère l'ensemble de la sphère d'influence, chaînes de valeurs incluses. Pour les émissions liées à des flux financiers en provenance de Suisse, notre pays dispose d'un levier de 14 à 18 fois, voire plus si on tient compte d'autres activités comme les investissements dans des obligations d'État.

<https://www.economiesuisse.ch/fr/articles/climat-la-suisse-un-acteur-qui-compte>